



Catholiques en Campagne

Questionnaire

à l'attention des candidats
aux élections européennes de 2014

Madame, Monsieur,

Candidat aujourd'hui, vous pouvez être élu député européen le 25 mai prochain et avoir, de ce fait, à prendre des décisions importantes demain.

Catholiques impliqués en politique, nous sommes très intéressés par votre vision de vos éventuelles futures fonctions. Pour mieux vous connaître et pour procéder à un choix éclairé lors du scrutin.

Soyez remercié,

Le collectif « Catholiques en Campagne »

Vous pouvez répondre :

- par fax au 01 79 73 13 64
- par courriel à l'adresse contact@catholiques-en-campagne.fr
- ou par envoi postal à « Catholiques en Campagne », 14 rue Charles V
75004 Paris

préférez les réponses par fax ou mail pour une publication plus rapide

PJ : Questionnaire



Prénom et NOM du candidat : Pierre Sarramagnan-Souchier

Région : Est

Liste ou parti : Liste Est décroissance 2014

(3e sur la liste)

QUESTIONS GENERALES

1. Pensez-vous que l'Union européenne doit continuer à s'étendre, et si oui dans quelle(s) direction(s), thématiques ou géographiques ? Vers la Turquie, puissance musulmane dans un ensemble « chrétien » ? Faut-il au contraire la réduire, et si oui, dans quelle mesure ?

••• Oui à l'élargissement de l'UE avec la Turquie si elle accepte d'être un pays laïc et respectueux des diverses croyances religieuses en plus de la religion musulmane.

2. D'après-vous, quelles sont les compétences vraiment légitimes de l'Union européenne ? Et quelles sont celles qui ne le sont pas ?

••• C'était le 9 mai 1950, l'anniversaire de la déclaration Schuman. L'intégration européenne n'avait pas commencé comme un grand marché mais au contraire en faisant échapper une partie alors essentielle de l'économie - le charbon et l'acier - à la logique purement marchande et privée. Malheureusement cette inspiration initiale ne fut pas poursuivie par la suite et le marché commun puis unique a créé au contraire un espace dominé par la concurrence de tous contre tous et sur tout qui s'est révélé défavorable à l'activité économique (chacun a intérêt à abaisser les coûts chez lui pour exporter chez les autres mais de ce fait la demande intérieure de l'ensemble est toujours faible) et du coup défavorable aussi aux progrès de l'intégration politique puisqu'on favorisait au contraire la lutte de tous contre tous. C'est bien l'inspiration initiale de la déclaration Schuman du 9 mai 1950 et de la CECA qu'il faut absolument retrouver d'urgence. Source : [Guillaume Duval Alter Éco 9 mai, 2014](#).

Je n'ai rien de mieux à ajouter sur ce sujet des compétences économiques !

Mais on peut aussi regretter qu'elle ne soit pas vraiment l'Europe des citoyens !

L'UE n'a pas compétence selon moi à intervenir militairement dans les pays extérieurs pour protéger ses intérêts stratégiques énergétiques miniers et autres. L'Union européenne doit être une zone où souffle l'espérance des peuples pour le futur, ce qu'elle n'est pas actuellement. L'Europe doit promouvoir une autre vision de l'EUROPE, PLUS CHALEUREUSE ET SOLIDAIRE, proche des citoyens et respectueuse de son environnement dans sa diversité.

L'Europe devrait être au service de la rencontre des peuples qui la compose. Ce qu'elle n'est pas en ce moment car elle est surtout une institution rigide et bureaucratique qui enferme les initiatives et possibilités d'expressions des citoyens qui n'ont aucun pouvoir d'expression à part les pétitions à un million de signatures ! Ce qui réduit son impact d'action.



3. Les citoyens ont du mal à comprendre qui gouverne dans l'Union européenne, entre les élus du Parlement européen, les membres nommés de la Commission européenne, les nombreuses autres institutions européennes et tel ou tel Etat membre puissant. Dans quel sens faudrait-il, dans un souci de gouvernance et de clarté vis-à-vis des Européens, faire évoluer les institutions européennes ?

••• Il est difficile de changer cette institution vu que c'est devenu une structure de privilégiés imbus de leurs pouvoirs.

Il faudrait permettre une décroissance des inégalités en redonnant du pouvoir aux peuples, par la création d'un Sénat des peuples européens, tiré au sort chaque année, en remplacement de la Commission, repaire de l'oligarchie capitaliste productiviste depuis sa création.

Un exemple d'abus : **Super-promotion pour Pierre Moscovici.**

Si Pierre Moscovici a préféré quitter le navire gouvernemental à la dérive, il n'est pas parti les mains vides. François Hollande s'est engagé à faire de lui le « choix de la France » (sic) pour la future commission « européenne ». En tant que commissaire européen, **il percevra le très confortable salaire de 24 374 euros par mois**. Ses seules « indemnités de résidence » représentent trois fois le salaire d'un employé au SMIC en France. **Il bénéficie en outre d'une prime de « frais d'installations » de 41 334,40 euros**, soit plus de 3 fois le salaire annuel d'un smicard.

À l'issue de son mandat, **il ne recevra que 20 667,20 euros pour ses frais de « désinstallation »**.

Heureusement **pendant de nombreux mois, il recevra des « indemnités transitoires mensuelles » comprises entre 8 266,88 et 13 433,68 euros**. ALORS QUE LES PETITES RETRAITES EN FRANCE sont bloquées et ne permettent pas aux citoyens de base de vivre dignement, on laisse des seigneurs qui se disent socialistes en plus, s'installer grassement à des postes stratégiques dans l'UE. Cela est inacceptable pour les citoyens dont des centaines dorment sous des cartons comme SDF ! D'autres sont chômeurs ou intérimaires précaires. C'est une honte ! C'est lamentable comme comportement. C'est tout simplement révoltant de la part d'un ministre qui avait bloqué la revalorisation des petites retraites tout en sachant que sa condition allait elle s'épanouir sans trop de soucis pour son avenir... J'en suis écœuré ! Parlez-nous d'Europe après cela ! c'est tout bonnement impossible de mobiliser les citoyens européens et c'est légitime qu'ils préfèrent s'abstenir de voter pour cette institution parlementaire qui cautionne de tels avantages pour ces hauts fonctionnaires en disproportion avec la réalité européenne des Européens comme en Espagne, en Grèce en France et dans ceux de l'est de l'Europe.

POLITIQUE ETRANGERE

4. Pensez-vous que les pays d'Europe, via l'Union Européenne et l'Otan, doivent s'allier avec les Etats-Unis dans la mise en place d'un ordre mondial unipolaire ou qu'ils doivent plutôt inscrire leur action internationale dans un cadre plus souple, multi-polaire, à travers des alliances avec des puissances régionales, la Russie par exemple ?



••• NON ! Trois fois NON !

L'UE doit être indépendante de l'OTAN et des États-Unis. Elle doit être indépendante et prendre en considération le fait que la Russie doit être un partenaire de proximité du fait de sa configuration géographique, même si ce grand voisin n'a rien d'un pays pacifique... et n'inspire pas vraiment l'envi de coopérer avec son attitude nationaliste et ses rapports de force très peu pacifiques. Mais c'est notre continent et nous devons apprendre à gérer nos affaires sur notre continent avec la Russie et non avec la prédation des États-Unis qui ne pensent qu'à imposer leurs lois au reste du monde. C'est insupportable cette nation des USA prédatrice qui impose sa société de l'égoïsme au reste du monde. Qu'elle s'occupe de ses pauvres chez elle pour commencer !.

5. A travers le cas kosovar hier, ukrainien aujourd'hui, croyez-vous que la doctrine du libre choix des peuples à disposer d'eux-mêmes soit pertinente au plan politique ?

••• Cela devrait l'être pourtant, même si dans les faits c'est un rapport de forces entre grandes puissances qui décide pour découper les territoires géostratégiques sur le dos des peuples.

6. Quelle politique de l'Union européenne serait souhaitable en matière de contrôle des frontières de l'Espace Schengen, à l'aune des situations des migrants de Calais hier, de Lampedusa ou de Ceuta aujourd'hui ?

••• Seule une politique intelligente d'aide à la coopération en faveur des peuples du sud qui leur permette d'avoir l'indépendance alimentaire en privilégiant le monde rural permettra d'endiguer et de stopper l'émigration de ces populations qui manquent de tout. L'UE a un rôle essentiel à jouer dans ce domaine et ne doit pas réserver son aide principalement à des institutions des pays du sud, mais favoriser les petites structures et associations paysannes locales pour qu'elles puissent retrouver leur autonomie et réimplanter le plaisir de vivre dans les villages du sud. En Afrique notamment.

Une politique de répression, de murs et de frontière autour de l'UE est vouée à l'échec à moyen et long terme et n'est pas acceptable. Nous ne sommes pas des citoyens européens pour copier la stupidité de l'État d'Israël qui a institué de fait un véritable Apartheid avec ses murs de la honte. Rappelons-nous cette phrase prophétique : « La terre est ma patrie et l'humanité est ma famille. » Thomas Paine, citation reprise ensuite par Khalil Gibran.

POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

7. Etant donnée l'hétérogénéité économique persistante de la zone euro et instruit par la récente crise de la monnaie unique, pensez-vous qu'il faille mieux rester dans la zone euro comme la France ou s'en tenir à l'écart comme le Royaume-Uni ?

••• Le retour en arrière serait une catastrophe dans bien des domaines.

8. L'article 123 du traité de Lisbonne a privé les Etats du pouvoir d'émission monétaire et les a obligés à emprunter avec intérêts sur les marchés financiers pour assurer leur financement : pour réduire la dette des Etats, êtes-vous partisan de leur redonner le pouvoir régalién de battre monnaie ?



••• Il faut abroger l'article 123 du traité de Lisbonne. Retrouver une souveraineté monétaire par le retour du droit à l'émission, par des banques publiques, de monnaies locales, régionales et nationales, avec le maintien d'un système monétaire européen.

9. Les derniers textes votés au sujet de l'Union bancaire prévoient notamment un mécanisme de renflouement des banques dit "bail-in" consistant à mutualiser des pertes (mais non les profits) des banques en cas de faillite : celles-ci pourront ponctionner les comptes bancaires des épargnants et ainsi continuer leurs activités spéculatives (trading) très peu régulées à ce jour. Que pensez-vous de ces dispositions ?

••• Je suis pour l'annulation pure et simple des dettes des pays de l'UE. **La solution qui serait la plus intéressante pour les peuples, serait que l'on décrète une fois pour toute que la dette des pays de l'UE ne doit pas être remboursée et que les États ne rembourseront pas un centime aux banquiers.** Des associations militantes comme le CADTM par exemple, œuvrent depuis plusieurs décennies en ce sens pour le non remboursement des pays pauvres et l'annulation pure et simple de ces dettes. La France (et des autres pays de l'UE) ayant été pillées par les banquiers privés. Il serait donc logique d'appliquer ce principe pour sauvegarder la paix sociale et éviter des explosions sociales légitimes comme on le voit dans de nombreux pays surendettés. Le problème c'est que ces banquiers qui s'engraissent depuis des générations n'ont pas du tout l'intention que l'on les dérange dans leurs pillages planétaires et prennent (déjà depuis longtemps) les moyens appropriés pour neutraliser tous ceux qui veulent les déposséder de leurs biens. Quand je dis leurs biens, je pense évidemment aux biens des peuples qu'ils se sont accaparés. C'est de cette crainte que naît le problème car beaucoup pour ne pas dire tous les gouvernants "sont achetés" et donc corrompus par ces banquiers sans scrupules et aucun gouvernant n'a eu à ce jour le courage de dire une bonne fois pour toute : Cela suffit ! On ne remboursera pas et on met à la porte les corrompus. Et cela sans violence évidemment car on n'est pas des révolutionnaires sanguinaires ! Que l'on fasse comme il fut fait plusieurs fois déjà par le passé. Que l'on annule cette dette ingérable qui ne profite qu'aux riches et aux puissants. (cf.: <http://cadtm.org/La-longue-tradition-des> cela demande un courage politique que personne n'est prêt à prendre malheureusement !

10. Depuis la directive européenne du 16 décembre 1996, le nombre de travailleurs détachés en France ne cesse de croître, généralisant la pratique du dumping social et favorisant la montée du chômage. Que proposez-vous afin d'assurer une plus grande protection des travailleurs français ?

••• Favoriser l'égalité et la solidarité par la mise en place d'une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie (DIA) (ou revenu de base) pour tous les citoyens de l'UE et par l'instauration, dans chaque pays, d'un revenu minimum et maximum sur la base d'un écart écologique d'inégalité de 4 à 6.

11. Êtes-vous en faveur du Traité de libre-échange Transatlantique qui prévoit d'une part la chute des dernières barrières douanières européennes tarifaires



et non tarifaires (telle que l'interdiction des OGM,...) et d'autre part la remise entre les mains d'une « instance privée » de la gestion des différends entre Etats et entreprises ?

••• Je suis opposé à cette mascarade libérale des multinationales qui vont s'octroyer le pillage de l'EU en tout impunité !

QUESTIONS ETHIQUES

12. La résolution du parlement européen 2013/2040 (INI) du 3 décembre 2013 précise que la définition et la mise en œuvre des politiques relatives à la santé et aux droits sexuels et génésiques et à l'éducation sexuelle dans les écoles relèvent de la compétence des Etats membres. D'après vous, le Parlement Européen doit-il avoir une compétence législative sur les questions d'éthique ?

••• Oui bien sûr que les États eux-mêmes doivent gérer cela mais que l'UE peut avoir un rôle aussi dans la diffusion de la communication de ce que font les autres états de l'UE.

13. Le rapport Estrela visait à reconnaître comme droits fondamentaux à l'échelle européenne la contraception, l'avortement, l'éducation sexuelle des enfants à l'école, l'éducation à l'égalité de genre et le recours à la PMA pour les femmes. Avez-vous / auriez-vous voté pour ou contre le rapport Estrela et pourquoi ?

••• J'aurai voté pour le rapport Estrela car je suis contre les interdictions à rallonges continues et pour la possibilité de laisser les citoyens/nes décider librement de leurs droits fondamentaux dans l'UE.

14. Le rapport Lunacek visant à imposer la feuille de route LGBT aux législations des vingt-huit Etats membres de l'UE a été adopté le 4 février 2014 par le Parlement européen. Avez-vous / auriez-vous voté pour ou contre le rapport Lunacek et pourquoi ? Etes-vous prêt à proposer un texte alternatif dans le cadre de la nouvelle mandature ?

••• J'aurai voté pour ce rapport visant à permettre de lutter contre l'homophobie.

15. Quelle est votre position sur l'initiative One of Us qui a recueilli la signature de plus de 2 millions de citoyens européens pour le respect de la vie et de la dignité humaines au sein de l'Union européenne ?

••• J'aurai voté contre car le seul moyen de prévenir un avortement est de donner un accès libre et gratuit à des moyens de contraception modernes, de fournir des services de planification familiale et d'éducation à la sexualité.



Réponses à adresser à :

- Par courrier : Collectif « Catholiques en Campagne » 14, rue Charles V
75004 Paris
- Par télécopie : 01 79 73 13 64
- Par courriel : contact@catholiques-en-campagne.fr

